



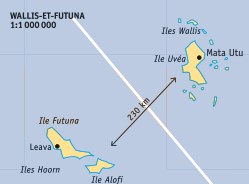
	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Monnaie fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 417	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
Total M1	217 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M2 - M1	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
Comptes sur livrets	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
Comptes d'épargne-logement	-	368	760	368	392		106,6 %
Total M2				9 778	32 778	5,4 %	16,5 %
M3 - M2				2 111	1,2 %	- 14,8 %	
Dépôts à				5 144	- 1,9 %	- 14,8 %	



Bulletin trimestriel

Conjoncture économique

N°138 - Statistiques au 31/03/2009



Wallis-et-Futuna

Sommaire

Page

Synthèse 2

- 1. La conjoncture internationale et nationale au 1^{er} trimestre 2009 _____ 2
- 2. La conjoncture économique de Wallis-et-Futuna _____ 4

Note méthodologique 5

Annexes Statistiques 10

- 1. Les ménages _____ 11
 - 1.1. L'évolution de la consommation des ménages _____ 11
 - 1.2. L'investissement immobilier des ménages _____ 12
 - 1.3. La vulnérabilité de la trésorerie des ménages _____ 12
- 2. Les entreprises _____ 13
 - 2.1. L'investissement des entreprises _____ 13
 - 2.2. Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises _____ 14
- 3. les indicateurs macro économiques _____ 15

1. La conjoncture internationale et nationale au 1^{er} trimestre 2009

Poursuite du recul de l'activité et faiblesse de l'inflation

La dégradation de la conjoncture mondiale s'est poursuivie au premier trimestre 2009 et la plupart des économies des pays développés sont maintenant en récession (deux trimestres consécutifs de recul de l'activité). Le recul corrélatif du commerce mondial a pesé sur l'activité des pays émergents, qui a continué à ralentir.

La consommation est restée mal orientée malgré le recul important de l'inflation. Les effets négatifs de la crise, tels que la montée des taux de chômage et les effets de richesse négatifs (liés à l'immobilier et aux marchés boursiers), ont incité les ménages à poursuivre leurs ajustements en privilégiant le désendettement et la constitution d'une épargne de précaution. Les investissements sont très touchés par l'absence de perspectives de reprise à court terme.

La hausse du niveau des prix a atteint des valeurs historiquement basses : le glissement annuel très faible de l'inflation est le résultat d'une forte baisse des prix des matières premières, principalement du pétrole, d'une sous-utilisation des capacités de production et d'une demande particulièrement faible. On note cependant une certaine reprise des cours mondiaux des matières premières sur la fin du trimestre.

Aux Etats-Unis, l'activité se replie pour le troisième trimestre consécutif. Selon les estimations provisoires, le PIB du premier trimestre a diminué de 6,1 % en rythme annualisé¹, après -6,3 % au 4^{ème} trimestre 2008. Cette baisse plus importante qu'anticipée provient de la très forte contraction des stocks et de la chute de la FBCF. En revanche, la consommation privée a été plus robuste que prévu (+2,2 % en rythme annuel) et, si les exportations nettes de biens et services se sont contractées pour le second trimestre consécutif (notamment sous l'effet d'une légère appréciation du dollar), la contribution du commerce extérieur à la croissance a été positive. Le trimestre a été marqué par une diminution de la dépense publique (-3,9 %), pour la première fois depuis la crise financière. Le marché du travail a continué de se détériorer et le taux de chômage s'est rapproché des niveaux constatés dans la zone euro (8,9 % en avril). Pour la première fois depuis 1955, l'IPC est en recul sur un an (-0,4 % en mars 2009, -0,7 % en avril), mais cette baisse résulte essentiellement du fléchissement des prix des matières premières (hors alimentation et énergie, le glissement annuel reste aux alentours de 2 %). Le 29 avril 2009, la Réserve Fédérale a laissé inchangé son taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %.

Le Japon a enregistré une nouvelle baisse de son PIB, de 4 % soit la plus forte contraction de son histoire (après -3,8 % au dernier trimestre de 2008). L'archipel a été pénalisé par la chute de la demande mondiale qui a entraîné un recul de 26 % de ses exportations, secteur clé de son économie. L'ensemble des composantes de la demande interne a été mal orienté, notamment la FBCF (-7,7 % après -3,9 %). L'évolution des prix a continué de fléchir (glissement annuel de l'IPC de -0,3 % en mars après 0 % en décembre). La Banque du Japon a laissé inchangé son taux objectif, autour de 0,1 %.

Le Royaume-Uni a enregistré un troisième recul consécutif de son PIB. Ce repli, plus marqué que les précédents (-1,9 % en glissement trimestriel, après -1,6 % au 4^{ème} trimestre 2008) et plus important que prévu, est dû à une contraction sans précédent de l'activité manufacturière. L'inflation s'est ralentie en mars (2,9 % après 5,2 % en septembre) et la tendance baissière des prix des logements s'est poursuivie. La dépréciation sensible de la livre sterling pourrait jouer en faveur des exportations. Le 5 mars, la Banque d'Angleterre a abaissé son taux directeur à 0,5 % et a annoncé un programme d'achat d'actifs en livres sterling.

La zone euro est toujours en récession : elle enregistre un nouveau trimestre de contraction du PIB (-2,5 %, après -1,6 % au 4^{ème} trimestre 2008). La production industrielle a chuté de manière brutale (-20,2 % en mars 2009 sur un an), particulièrement pour les segments des biens intermédiaires, des biens d'investissement et des biens de consommations durables. Si les pays de la zone ne subissent pas le même degré de contraction de leur activité, ils sont cependant tous en récession, à l'exception de Chypre et de la Grèce. Le taux d'inflation est de 0,6 % sur un an (contre 3,3 % un an auparavant) mais ce repli global recouvre des situations très contrastées (de -0,7 % pour l'Irlande à 4 % pour Malte) ; cette évolution est essentiellement due aux prix de l'énergie puisque le

¹ Soit en rythme trimestriel, -1,6 % au dernier trimestre 2008 et premier trimestre 2009.

taux d'inflation sous-jacente progresse de 1,6 %. Le taux de chômage s'est légèrement dégradé (8,9 % en mars après 8,7 % en février et 7,2 % en mars 2008). Depuis le début de l'année 2009, la BCE a procédé à quatre baisses successives de ses taux directeurs, établissant son taux principal de refinancement à 1 % en mai.

La France est entrée en récession, avec un deuxième trimestre consécutif de baisse de son PIB (-1,2 % après -1,5 %). Elle est le pays de la zone euro dont le recul de l'activité a été le plus faible. Si les dépenses de consommation des ménages maintiennent leur progression (+0,2 %), l'investissement total a connu un nouveau recul (-2,3 % après -2,4 %) et les variations de stocks ont encore pesé fortement (contribuant pour -0,8 point à la baisse du PIB). La chute du volume des échanges extérieurs se poursuit, mais le commerce extérieur a eu une contribution nulle sur la croissance du trimestre. Le marché du travail a continué de se dégrader dans l'ensemble des secteurs marchands, à l'exception de la construction, avec la destruction de 138 100 emplois au cours du premier trimestre, touchant particulièrement les emplois intérimaires. L'inflation progresse légèrement en avril (+0,2 %) mais elle enregistre un glissement annuel historiquement bas à 0,1 % (il faut remonter à 1957 pour avoir une inflation annuelle aussi basse) notamment du fait d'une baisse des prix des produits manufacturés (liés à la baisse des prix des automobiles neuves) et des prix de l'énergie².

Enfin, le ralentissement de la croissance observé dans les économies émergentes s'est légèrement atténué au cours du premier trimestre, notamment en liaison avec une diminution de la contraction des échanges. En Chine, si l'évolution annuelle du PIB a été modérée (6,1 % après 6,8 % en rythme annuel³), les mesures de relance et la politique monétaire mises en œuvre par les autorités semblent avoir joué favorablement sur les facteurs nécessaires à une reprise de la croissance : la FBCF a augmenté sur le premier trimestre de 30 % dans les zones urbaines, la consommation intérieure a relativement bien résisté⁴ et les crédits consentis à l'économie ont progressé de 30 % sur un an. En Amérique latine, l'activité a été faible, avec notamment une production industrielle qui a continué de diminuer (de -1,5 % en Argentine à -13,3 % au Brésil). En outre, les taux d'inflation ont été négatifs en Chine (-1,2 % en mars en glissement annuel), tandis qu'ils demeuraient à des niveaux élevés en Amérique latine en dépit de la chute de l'activité dans cette zone (autour de 5 – 7 % de baisse).

² L'indicateur d'inflation sous-jacente est de 1,6%.

³ Soit, en rythme trimestriel, une croissance de 1,5 % après 1,7 %

⁴ L'indice mensuel de confiance des consommateurs a légèrement diminué entre décembre et mars (passant de 88 à 86), mais les ventes au détail de biens de consommation ont progressé de 15 % au premier trimestre, en rythme annuel (*source* : National Bureau of Statistics of China).

2. La conjoncture économique de Wallis-et-Futuna

Une dégradation de l'activité qui se confirme

La tendance observée au cours du dernier trimestre 2008, à savoir un ralentissement marqué de l'économie du Territoire de Wallis-et-Futuna, se confirme au premier trimestre 2009.

Les principaux indicateurs concernant les **ménages** sont à la baisse sur le premier trimestre 2009 par rapport à la fin de l'année 2008 : - 54,5 % pour les importations de « meuble ou équipement du foyer », - 49,1 % pour les importations « d'habillement et chaussure » et - 43,4 % pour les « produits alimentaires, boissons, tabac ». Les encours des crédits à la consommation et à l'habitat diminuent respectivement de 2,2 % et 4,6 %. Seules les immatriculations de véhicules de tourisme enregistrent une hausse sur le trimestre : 30 unités après 23 au trimestre précédent ; toutefois, celles-ci accusent une baisse de 30,2 % sur un an.

En glissement annuel, concernant les importations et l'encours des crédits à l'habitat⁵, la même tendance baissière est observée tandis que l'encours de crédits à la consommation reste relativement stable (+ 0,7 %).

La situation financière des ménages s'est dégradée au cours du trimestre, comme en témoigne l'orientation à la hausse du nombre d'interdits bancaires, + 14,6 % en un an à 439 fin mars 2009.

Les tensions inflationnistes du second semestre 2008, + 3,5 % à fin septembre 2008 et + 4,1 % à fin décembre 2008 en glissement annuel, ont amputé le pouvoir d'achat des ménages et ont pesé sur la demande interne. La modération de l'indice observée sur le premier trimestre 2009 (-2,9% sur le trimestre, + 0,4 % en glissement annuel) ne semble pas avoir encore permis une relance de l'économie.

Parallèlement, les indicateurs de l'investissement des **entreprises** affichent un fléchissement tant en rythme trimestriel qu'annuel. Sur le trimestre, les importations de biens d'équipement et les immatriculations de véhicules utilitaires sont en retrait, respectivement - 55,4 % à 106,2 millions de F CFP et - 50 % à 13 unités.

L'encours des crédits d'investissement des entreprises reste constant sur le trimestre (- 0,1 %) tandis qu'il diminue sensiblement sur l'année (- 10,5 %). Ce ralentissement de l'effort d'investissement est notamment confirmé par les soldes d'opinion des chefs d'entreprises interrogés, qui déclarent rencontrer des difficultés à poursuivre leurs investissements, compte tenu du contexte de difficulté d'accès au crédit bancaire et de la suspension provisoire du recours au dispositif de défiscalisation. Ils expriment également un mécontentement lié aux augmentations de taxes et patentes qui renchérisse le coût des importations et contribuent à l'accroissement des difficultés financières des entreprises.

D'après le Registre du Commerce et des Sociétés de Mata'Utu, 15 immatriculations d'entreprises ont été recensées au premier trimestre 2009 contre 42 à la même période de l'année précédente.



Cette évolution défavorable est corroborée par les réponses à l'enquête de conjoncture qui font état d'une dégradation. La baisse des prix, si elle se confirme, peut permettre une progression de la consommation des ménages dans un contexte global de ralentissement de l'économie. Les perspectives de reprise de l'investissement des entreprises semblent pour le moment compromises, en l'absence de chantiers importants et de financement bancaire se substituant au dispositif de défiscalisation qui a largement soutenu en 2008 l'activité du secteur privé.

⁵ Dont l'évolution à la baisse s'explique par l'absence de nouvelles productions de l'AFD depuis 2004.

Note méthodologique

L'évolution de la conjoncture est appréhendée au travers des résultats d'une enquête d'opinion menée auprès d'un échantillon représentatif de dirigeants d'entreprises et des données économiques brutes se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages. Afin de faciliter la compréhension de ce document, il est utile de préciser quelques points.

Les commentaires ne font que refléter l'opinion des chefs d'entreprises interrogés et ne sauraient engager l'IEOM.

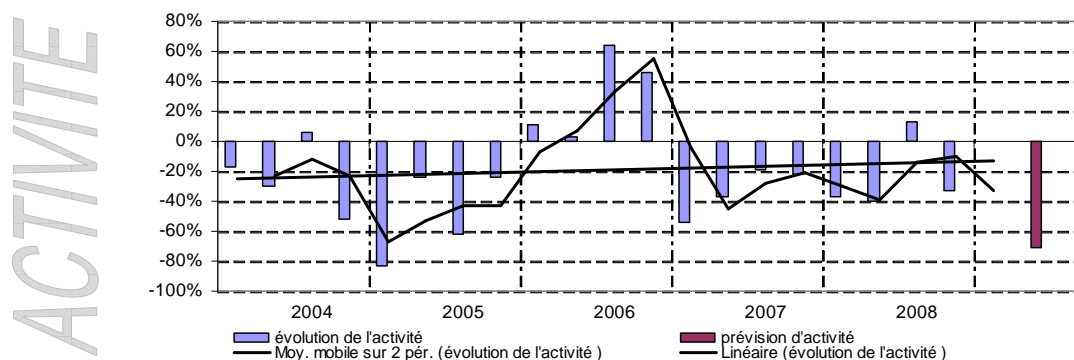
Interprétation des soldes d'opinion

Les courbes et histogrammes apparaissant dans certains graphiques retracent l'évolution des soldes d'opinion désaisonnalisés. Un solde d'opinion qui se rapporte à l'activité ou aux charges d'exploitation correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la trésorerie, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation.

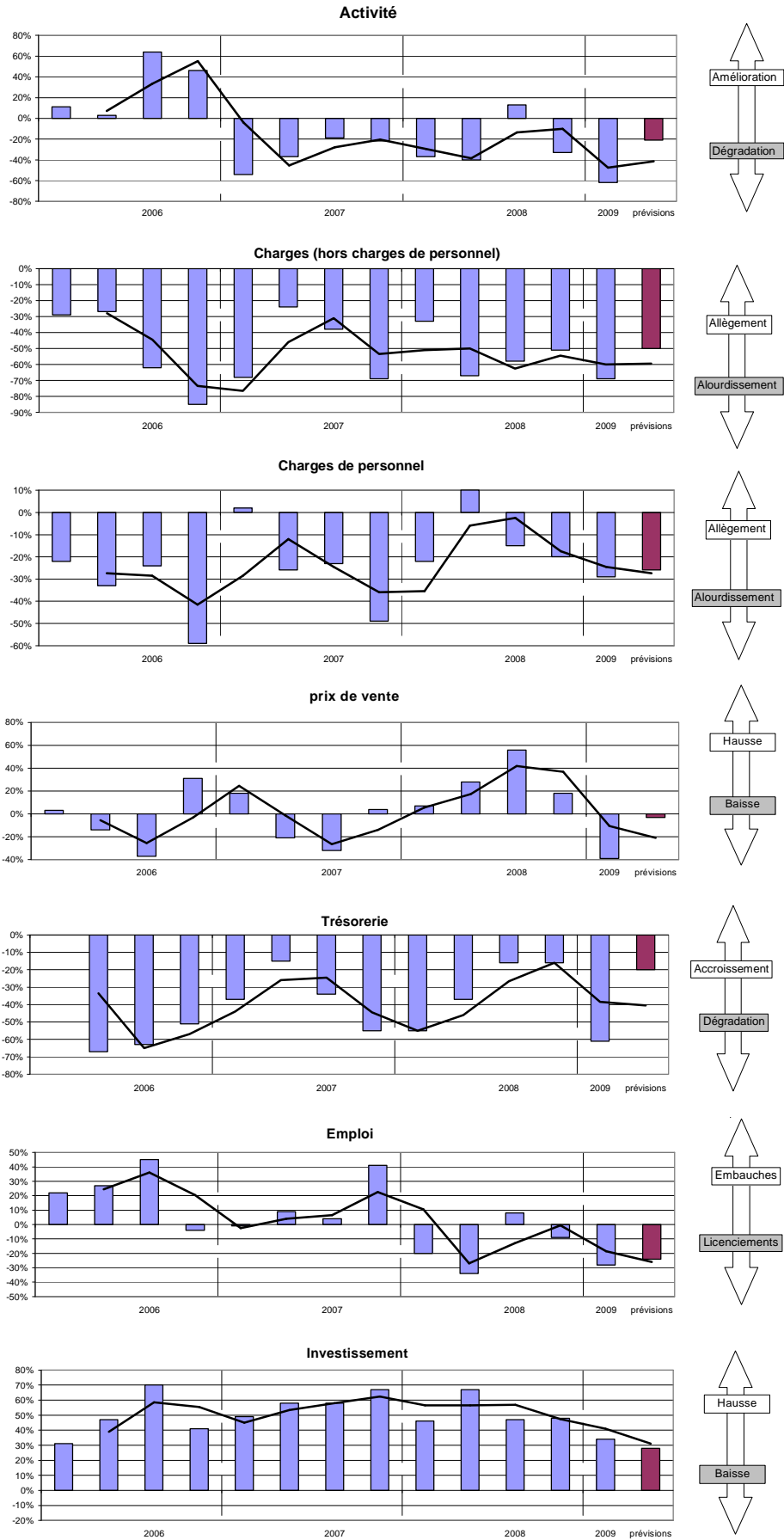
Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2008 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisés pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Au niveau de l'évolution des soldes d'opinions, les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges, de la trésorerie, etc. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.



Evolution des soldes d'opinion au premier trimestre 2009

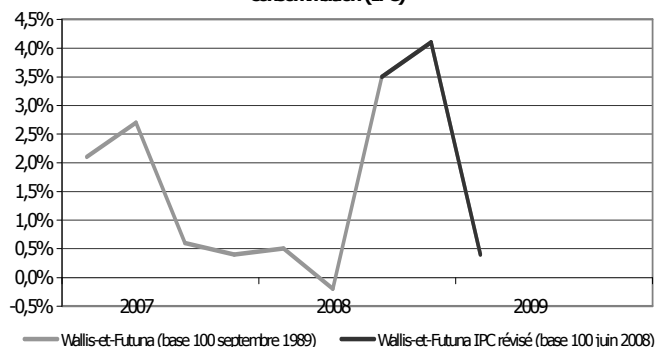


1.1. Les indicateurs macro-économiques

■ Prix

Le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation ralentit au 1^{er} trimestre 2009. Sur les trois premiers mois de l'année, les prix accusent un recul significatif (- 2,9 %), marquant un net ralentissement de l'inflation à fin mars 2009 sous l'effet d'une baisse des prix de l'énergie (- 15,1 %). Dans le détail, on constate une diminution des prix pour les postes « logements, eau, électricité » (- 6,5 %) « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (- 1,5%), des « transports » (- 9,7 %) et des « autres biens et services » (- 4 %). A contrario, les postes tels que « hôtels, cafés, restaurants », « boissons alcoolisées, tabacs » et « articles d'habillement et chaussants » enregistrent des hausses respectives de 8,2 %, 3,7 % et 1,2 % sur le trimestre.

Evolution du glissement annuel de l'indice général des prix à la consommation (IPC)



Source : STSEE, INSEE

En glissement annuel, l'indice général des prix reste relativement stable (+ 0,4 %). Cette évolution masque toutefois de fortes disparités selon les catégories de produits : « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » + 4,6 %, « boissons alcoolisées, tabac » + 5,6 %, « hôtels, cafés, restaurants » + 18,6 % et « loisirs, spectacles, enseignement, culture » + 3,4 %. En revanche, une diminution a été enregistrée pour les postes « logement, eau, électricité » (- 2,1 %), dont - 9,3 % concerne l'électricité, et « transports » (- 7,1 %).

■ Le commerce extérieur

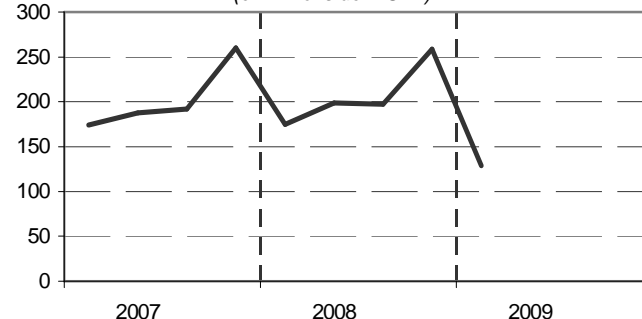
Sous l'effet de la baisse d'activité, les importations enregistrées au cours du premier trimestre 2009 se contractent nettement par rapport au trimestre précédent, - 53,4 % en valeur à 873 millions de F CFP et - 54,3 % en quantités à 4 165 tonnes de marchandises.

En rythme annuel, elles accusent une baisse de 26,4 % en valeur et de 35,7 % en quantités. Les produits responsables de cette dégradation sont principalement les biens d'équipement (- 96,5 millions de F CFP et - 84,5 tonnes), les produits de l'industrie automobile (- 54,2 millions de F CFP et - 66,6 tonnes), les biens intermédiaires (- 54,8 millions de F CFP et - 333 tonnes) et les produits énergétiques (-33,9 millions de F CFP et -696,5 tonnes).

■ La consommation des ménages

Les principaux indicateurs relatifs à la consommation des ménages sont orientés à la baisse depuis la fin de l'année dernière. A fin mars 2009, les importations de biens de consommation enregistrent une diminution de 50,2 % en valeur (- 130 millions de F CFP) et de 57,3 % en quantités (- 214,3 tonnes) par rapport au trimestre précédent et l'encours des crédits à la consommation fléchit de 2,2 % à 980,4 millions de F CFP. A contrario, les immatriculations de véhicules de tourisme progressent sur la période à 30 unités au 1^{er} trimestre 2009, après 23 sur le trimestre précédent.

Importations de biens de consommation
(en millions de F CFP)



Source : Douanes

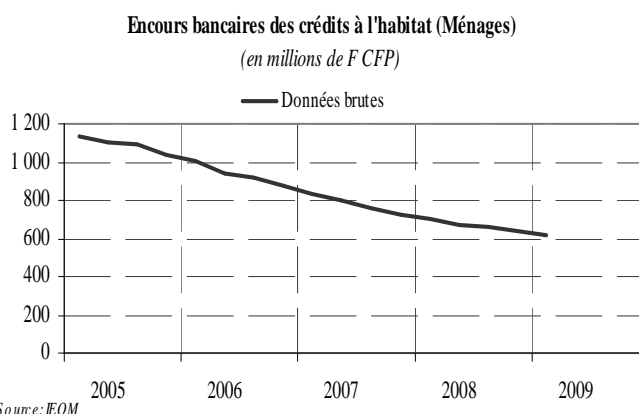
L'évolution annuelle met en évidence une dégradation significative des importations de biens de consommation, - 26,3 % en valeur et - 61,4 % en quantités, tandis que les immatriculations accusent une baisse de 30,2 %. L'encours des crédits à la consommation reste, quant à lui, relativement constant sur la période, + 0,7 %,

en raison d'un ralentissement de 19,8 % des prêts personnels affectés non compensé par la hausse des prêts personnels non affectés (+ 8 %).

L'investissement immobilier des ménages

La décroissance de l'encours des crédits à l'habitat des ménages se poursuit au 1^{er} trimestre 2009 à 613 millions de F CFP, en baisse de 4,6 % sur le trimestre. Cette baisse constante est essentiellement liée à l'absence de nouvelles productions de l'AFD depuis la fin de l'année 2004.

En glissement annuel, l'encours diminue de 12,5 %.



La vulnérabilité de la situation financière des ménages

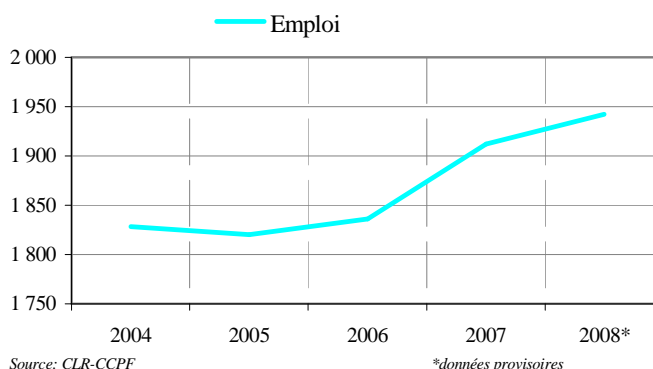
A fin mars 2009, l'accroissement de la vulnérabilité des ménages se poursuit, illustrée par le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (+ 14,6 % en un an).

En rythme trimestriel, le nombre de personnes physique en interdiction bancaire enregistre une hausse de 5,5 % pour atteindre 439 personnes au 31/03/2009.

■ L'emploi

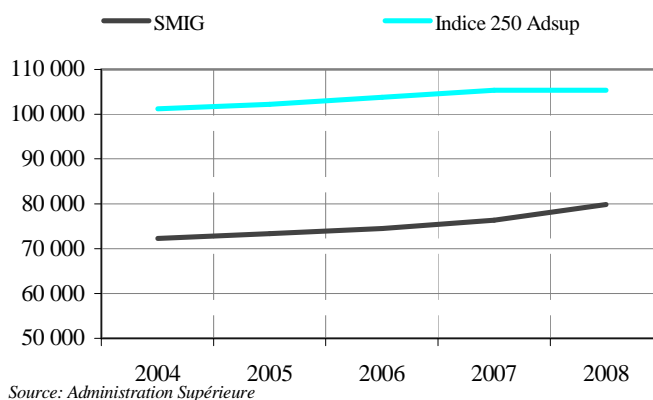
D'après les données provisoires établies par la CLR sur la base des cotisations versées, le nombre de salariés du Territoire a augmenté de 1,6 % pour atteindre 1 942 salariés à fin 2008.

Cependant, sur l'année 2008, seuls 798 emplois temporaires, financés intégralement par le secteur public dans le cadre des contrats de développement, ont été recensés par le service du SITAS contre 986 en 2007.



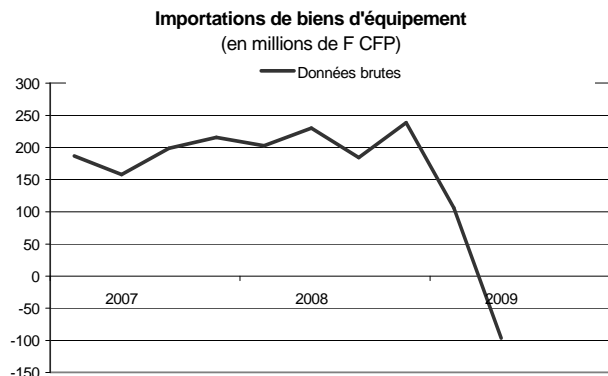
■ Les salaires

Le SMIG mensuel n'a pas été revalorisé depuis le début de l'année 2009. Il est de 79 812 F CFP après une première augmentation de 2 % au 01/01/2008 et une seconde de 2,5 % au 01/09/2008, soit une augmentation globale de 4,5 % par rapport au SMIG du 1/01/2007. Le salaire minimum des agents permanents de l'administration territoriale est actuellement de 105 297 F CFP (indice 250). Il n'a pas été revalorisé depuis le 1^{er} janvier 2007.



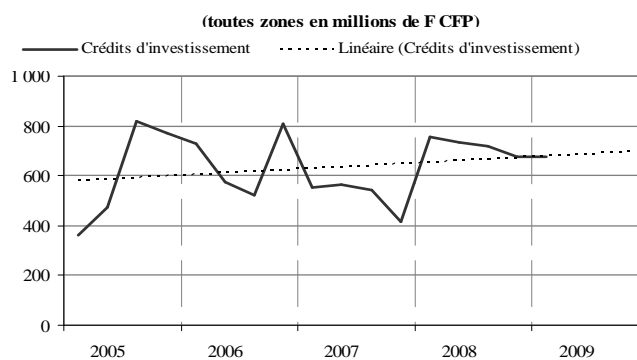
■ **Les investissements des entreprises**

A fin mars 2009, les intentions d'investissement des entreprises sont au plus bas dans un contexte économique peu favorable ; la demande interne émanant du secteur public reste en deçà des espérances des chefs d'entreprises et ne permet pas de générer un flux d'investissements nouveaux comme en témoigne l'orientation à la baisse des importations de biens d'équipement.



Source: Douanes

L'encours de crédits d'investissement des entreprises ressort à 676 millions de F CFP, en relative stabilité sur le trimestre (- 0,1 %) et en diminution de 12,5 % sur l'année.



Source: IEOM

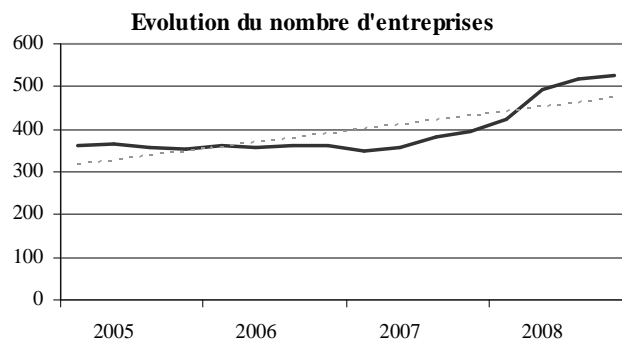
1.2. Les entreprises

Evolution du nombre d'entreprises

La tendance à la hausse du nombre d'entreprises sur le territoire constatée au cours de l'année 2007 s'est poursuivie en 2008. Au 31 décembre 2008, le nombre d'entreprises s'établit à 527, en hausse de 1,5 % sur le trimestre et de + 34 % en glissement annuel.

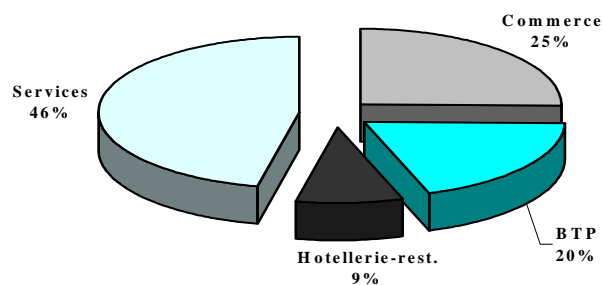
En terme de créations, les secteurs des services (246 entreprises à fin décembre 2008) et du BTP (103 entreprises au 31/12/2008) se démarquent des autres secteurs, avec des augmentations respectives sur un an de + 45 % et + 63,5 %.

L'évolution annuelle du nombre d'entreprises dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration et du commerce révèle des hausses respectives de 25 % et de 6% (ces deux secteurs comptent 45 et 133 entreprises à fin décembre 2008)).



Source: Service des Contributions diverses

Répartition des entreprises par secteur au 31/12/2008

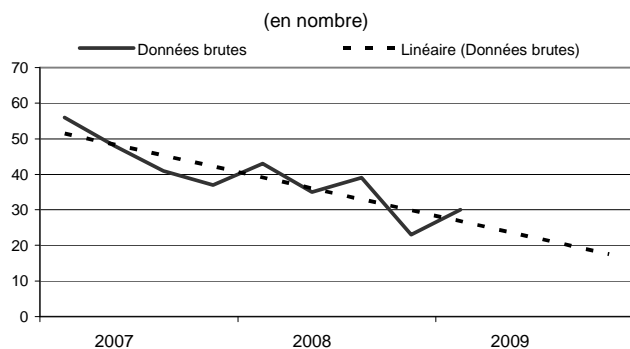


Annexes
Statistiques

1. Les ménages

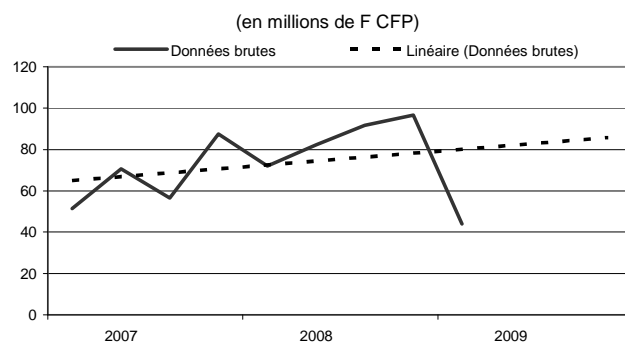
1.1. L'évolution de la consommation des ménages

Immatriculations des véhicules de tourisme



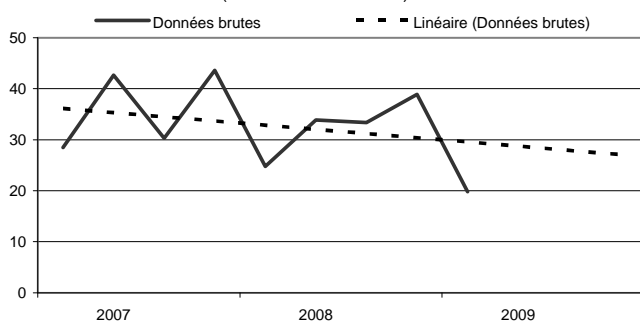
Source: Service des Contributions diverses

Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement du foyer



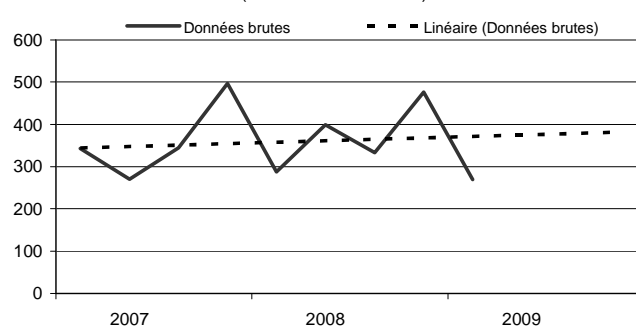
Source: Douanes

Importations d'habillement et chaussures



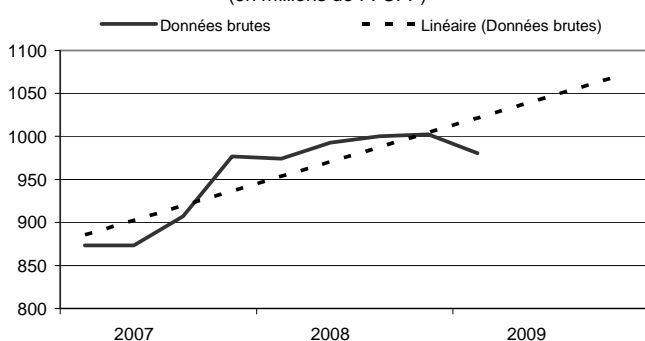
Source: Douanes

Importations de produits alimentaires, boissons et tabac



Source: Douanes

Encours des crédits à la consommation des ménages



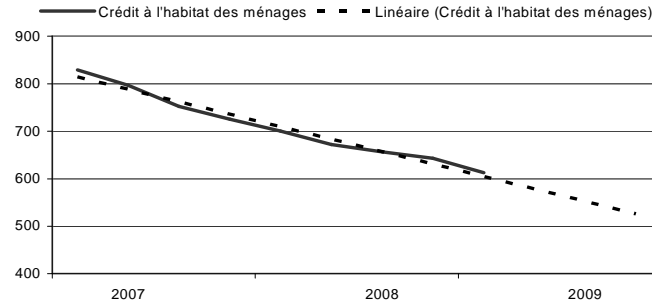
Source: BWF

	4 ^{ème} trim.2008 (1)	1 ^{er} trim.2009 (2)	Variations [(2)-(1)] / (1)	1 ^{er} trim. de l'année 2008	1 ^{er} trim. de l'année 2009	Var. des trim. 2009/2008
CONSOMMATION DES MENAGES						
Immatriculations de voitures particulières (en nombre)	23	30	30,4%	43	30	-30,2%
Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F CFP)	96,6	44,0	-54,5%	72,0	44,0	-38,9%
Importations d'articles d'habillement et chaussures (en millions de F CFP)	38,9	19,8	-49,1%	24,8	19,8	-20,2%
Importations de produits alimentaires, boissons, tabacs (en millions de F CFP)	476,4	269,5	-43,4%	287,4	269,5	-6,2%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours bancaires des crédits à la consommation des ménages (en millions de F CFP)	déc-08 1 002,5	mars-09 980,4	Varitation -2,2%	mars-08 974,0	mars-09 980,4	Varitation 0,7%

Sources: Douanes, Contributions diverses, BWF

1.2. L'investissement immobilier des ménages

Encours de crédits à l'habitat des ménages
(en millions de F. CFP)



Source: IEOM

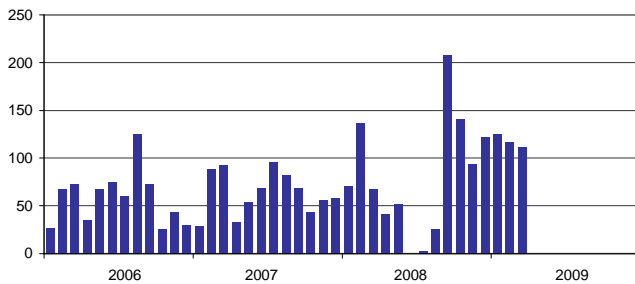
déc.2008 (1)	mars.2009 (2)	Variations [(2)-(1)] / (1)	mars.2008	mars.2009	Var. cumulés des années 2009/2008
--------------	---------------	-------------------------------	-----------	-----------	---

CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours de crédits à l'habitat des ménages (en millions de F CFP)	642	613	-4,5%	700	613	-12,4%

Sources: IEOM

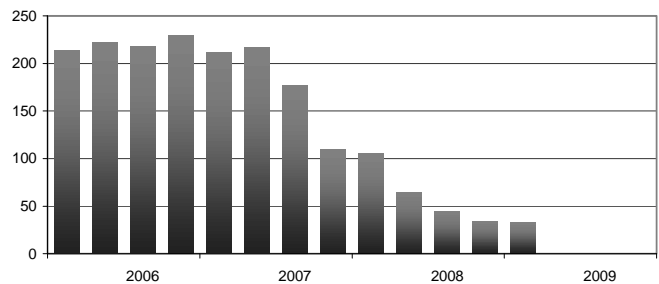
1.3. La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

Incidents de paiement sur chèques
(en unité)



Source: IEOM

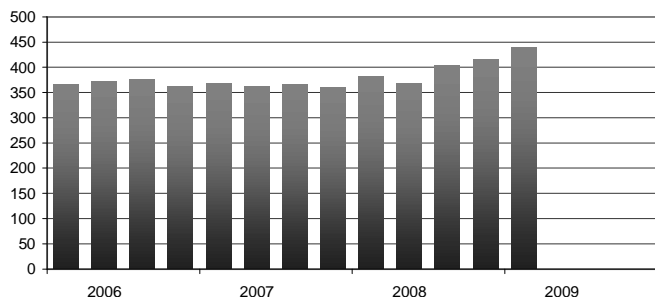
Retraits de cartes bancaires
stock en fin de trimestre (en nombre)



Source: IEOM

Personnes physiques en interdits bancaires

Stock fin de trimestre (en unités)



Source: IEOM

4 ^e trim.2008 (1)	1 ^{er} trim.2009 (2)	Variations [(2)-(1)] / (1)
---------------------------------	----------------------------------	-------------------------------

1 ^{er} trim. de l'année 2008	1 ^{er} trim. de l'année 2009	Var. des trim. 2009/2008
--	--	-----------------------------

INDICATEURS DE VULNERABILITE			
Retraits de cartes bancaires (stock fin de trimestre)	34	33	-2,9%
Incidents de paiement sur chèques (cumul)	357	354	-0,8%
	déc-08	mars-09	Variation
Personnes physiques en interdiction bancaire (stock)	416	439	5,5%

34	33	-2,9%
276	354	28,3%
mars-08	mars-09	Variation
383	439	14,6%

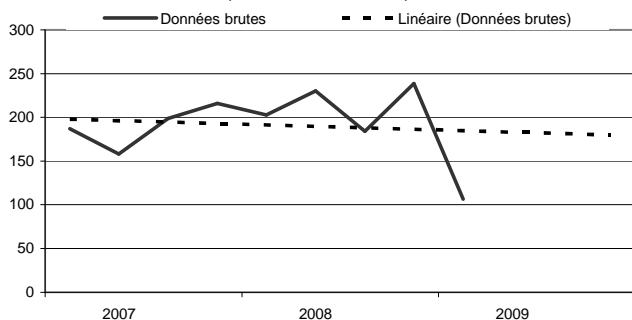
Source: IEOM

2. Les entreprises

2.1. L'investissement des entreprises

Importations de biens d'équipement

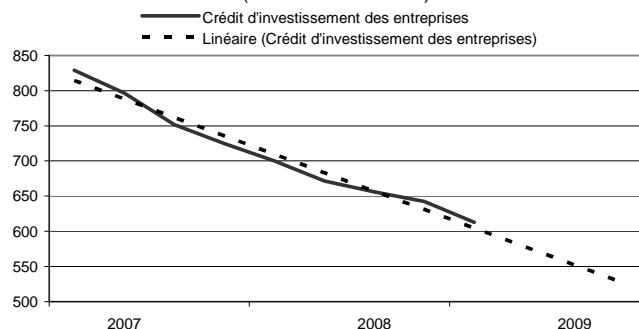
(en millions de F CFP)



Source: Douanes

Encours des crédits d'investissement

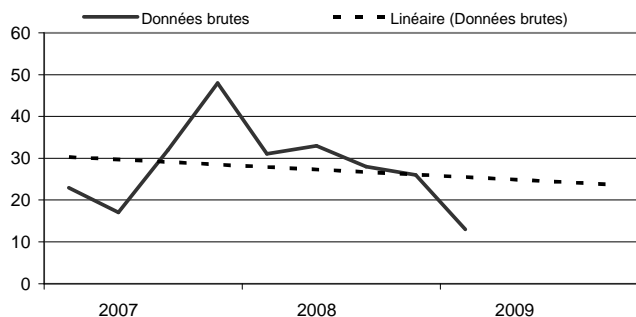
(en millions de F CFP)



Source: IEOM

Immatriculations de véhicules utilitaires

(en nombre)



Source: Service des Contributions diverses

4 ^e trim.2008 (1)	1 ^{er} trim.2009 (1)	Variations [(2)-(1)] / (1)
---------------------------------	----------------------------------	-------------------------------

1 ^{er} trim. de l'année 2008	1 ^{er} trim. de l'année 2009	Var. des trim. 2009/2008
--	--	-----------------------------

INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES

Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)	238,3	106,2	-55,4%
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (en nombre)	26	13	-50,0%

202,7	106,2	-47,6%
31	13	-58,1%

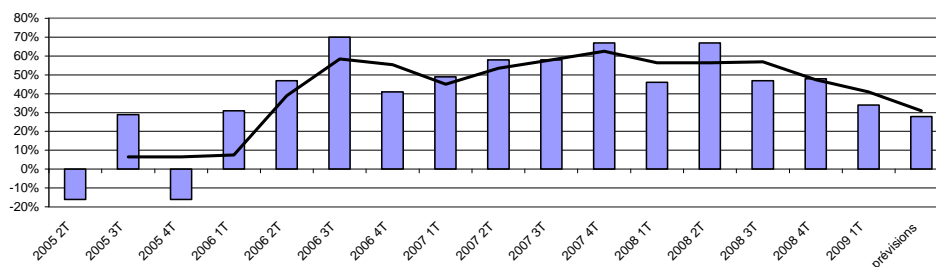
CONDITIONS DE FINANCEMENT

	déc-08	mars-09	Varitation
Encours des crédits d'investissement des entreprises (en millions de F CFP)	676	676	0,0%

	mars-08	mars-09	Varitation
755	676	-10,5%	

Sources: Douanes, Contributions diverses, IEOM

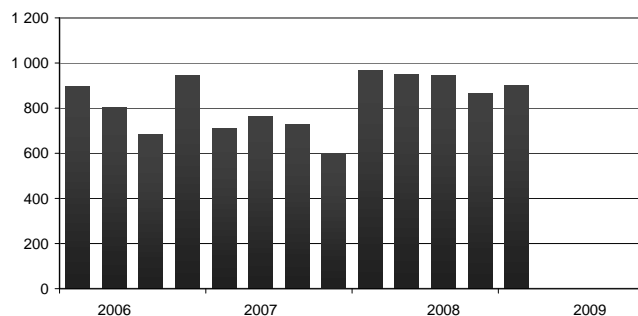
l'investissement



2.2. Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

Encours bancaire des crédits des entreprises

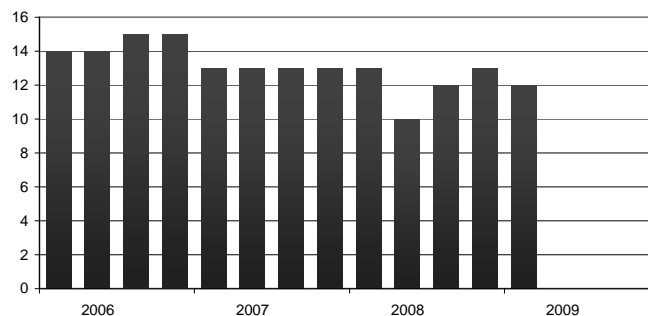
(en millions de F. CFP)



Source: IEOM

Personnes morales interdites bancaires

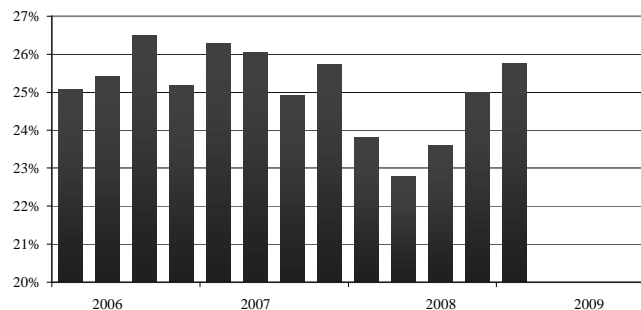
(en nombre)



Source: FCC

Tous secteurs confondus

(Ratio créances douteuses brutes/total crédits en %)



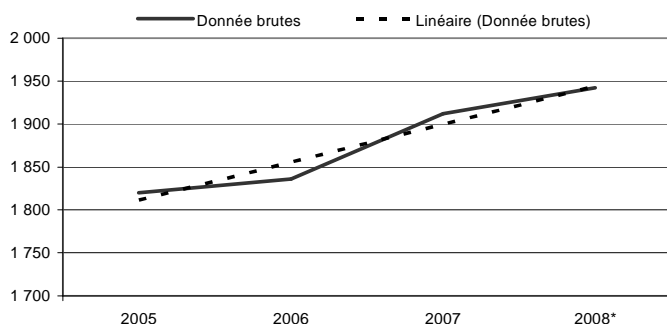
Source: IEOM

	déc.2008 (1)	mars.2009 (2)	Variations [(2)-(1)] / (1)	mars.2008	mars.2009	Variations
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Ratio créances douteuses brutes/total des crédits (en%)	25,0%	25,8%	+0,8pt	23,6%	25,8%	9,3%
Personnes morale en intediction bancaire (stock)	12	12	0,0%	12	12	0,0%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours des crédits des entreprises (en millions de F CFP)	864	903	4,5%	966	903	-6,5%

Source: IEOM

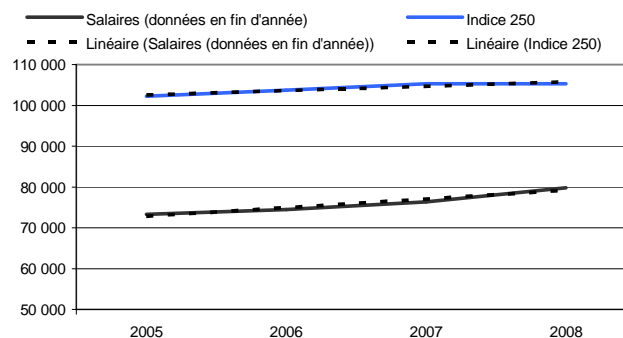
3. les indicateurs macro économiques

L'Emploi⁶



Source: CLR-CCPF

Les Salaires (en F CFP)



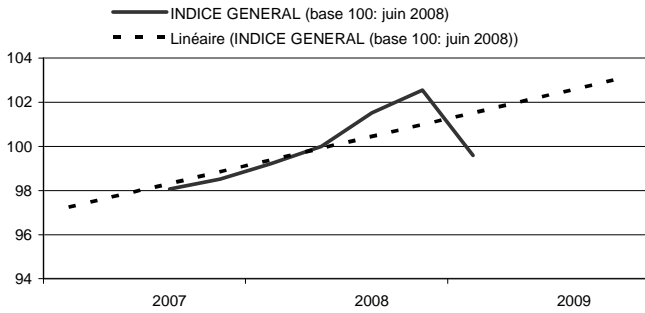
Source: Administration Supérieure

Indice des prix à la consommation⁷

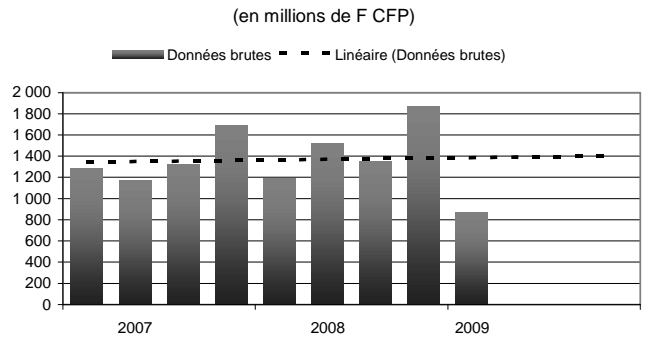
Importations

⁶ La CLR-CCPF a adopté une nouvelle classification de l'emploi en 2008. Les emplois du secteur semi-public ont été ventilés vers le secteur « Divers » ou vers la rubrique « Services » du secteur privé.

⁷ Le nouvel indice, base 100 juin 2008, du Service Territorial des Statistique et des Etudes Economiques, est fondé sur les résultats de l'enquête budget des familles, réalisée en 2006.



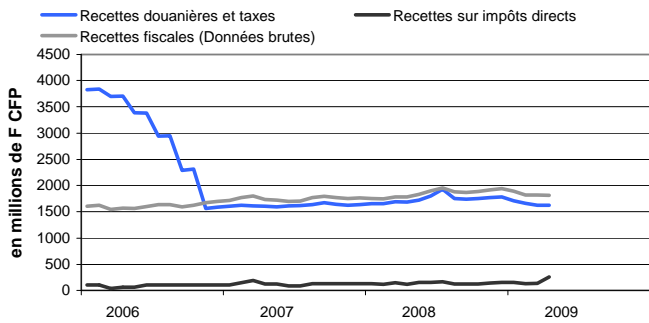
Source: STSEE



Source: Douanes

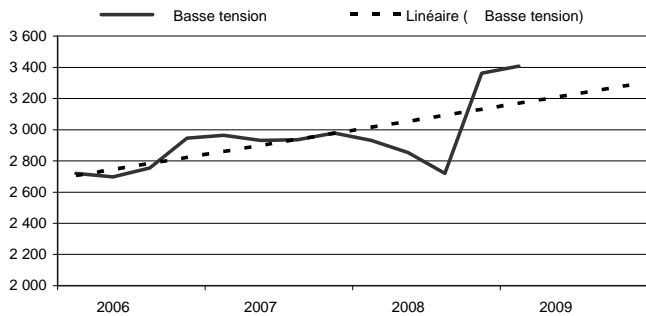
Recettes fiscales

(en cumul glissant sur douze mois)



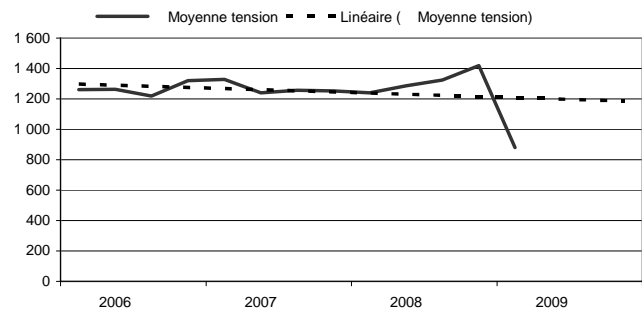
Ventes d'électricité basse tension

(en milliers de kWh)



Ventes d'électricité moyenne tension

(en milliers de kWh)



IEOM WALLIS ET FUTUNA

	4 ^{ème} trim.2008	1 ^{er} trim.2009	Variation (2)-(1)/(1)			
PRIX (Source: STSEE)						
Indice des prix à la consommation (base 100: juin 2008)	102,55	99,58	-2,9%			
	déc-07	déc-08	Variation			
L'EMPLOI (Source: CLR-CCPF)						
Effectifs salariés inscrits à la CLR	1 912	1 942	1,6%			
	janv-06	janv-06	janv-07	janv-08	sept-08	
LE SALAIRE MINIMUM GARANTI (Source: Administration Supérieure)						
Salaire horaire minimum garanti (en F CFP)	440,7	440,7	451,7	460,7	472,3	
	4 ^{ème} trim.2008	1 ^{er} trim.2009	Variation (2)-(1)/(1)	1 ^{er} trim. de l'année 2008	1 ^{er} trim. de l'année 2009	Variations annuelles 2009/2008
COMMERCE EXTERIEUR (Source: Douanes)						
Importations						
En valeur (en millions de F CFP)	1 873,5	873,0	-53,4%	1 186,8	873,0	-26,4%
En volume (en tonnes)	9 109,9	4 165,0	-54,3%	6 475,2	4 165,0	-35,7%
Exportations						
En valeur (en millions de F CFP)	-	-	-	-	-	-
En volume (en tonnes)	-	-	-	-	-	-
Taux de couverture des importations par les exportations en valeur	-	-	-	-	-	-
RECETTES FISCALES						
Total (en millions de F CFP)	545,3	363,3	-33,4%	544,7	363,3	-33,3%
Recettes douanières et taxes (en millions de F CFP)	516,9	278,4	-46,1%	437,3	278,4	-36,3%
Recettes sur Impôts directs (en millions de F CFP)	28,4	84,9	-	107,4	84,9	-20,9%
ENERGIE (Source: EEFW)						
Electricité produite (en milliers de kWh)	5 334,0	5 322,4	-0,2%	4 944	5 322	7,7%
Ventes d'électricité (en milliers de kWh)	4 781,0	4 287,0	-10,3%	4 171	4 287	2,8%

Publication gratuite : 50 tirages

Directeur de publication :
M. Yves BARROUX

Responsable de la rédaction :
M. Raymond COFFRE

Editeur:
IEOM - Etablissement Public
BP G5 Mata'Utu
98600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna

Tel : 72 25 05
Fax : 72 20 03
Mail : agence@ieomwf.fr

Achévé d'imprimé le X juin 2009
Dépôt légal : 06/2009 n° ISSN 0296-3108

Coordonnées du siège



IEOM

5, rue Roland Barthes
75598 PARIS CEDEX 12
tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@wallis.co.nc
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03